

	Situation	pièces justificatives	à fournir
Identité	DEMANDEUR	* Carte d'Identité Nationale (CNI) OU Titre de séjour en cours de validité;	
	<u>COTITULAIRE et autres personnes majeurs du foyer</u>	* Justificatif du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) communément appelé « numéro de sécurité sociale »;	
Situation familiale	<u>MARIE (e) :</u>	* Livret de famille ou document équivalent démontrant le mariage ;	
	<u>VEUF(ve) :</u>	* Certificat de décès ou livret de famille ;	
	<u>PACSE (e) :</u>	* Attestation d'enregistrement du Pacs ;	
	<u>ENFANT ATTENDU</u>	* Certificat de grossesse attestant que la grossesse est supérieure à douze semaines ;	
	<u>ENFANT :</u>	* Livret de famille copie intégrale mentionnant les enfants OU acte de naissance; * Pour les enfants de plus de 16 ans : certificat de scolarité OU copie carte étudiant ;	
	<u>DIVORCE (e) ou SEPARÉ (e) :</u>	* Extrait du jugement, de l'ordonnance de non-conciliation ou justificatif rédigé par l'avocat attestant qu'une procédure de divorce par consentement mutuel extrajudiciaire est en cours; * Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales ou autorisation de résidence séparée ou déclaration judiciaire de rupture de Pacs;	
Domicile actuel	<u>LOCATAIRE</u>	* 3 dernières quittances de loyer;	
	<u>PROPRIÉTAIRE</u>	* Compromis de vente ou acte de vente; * Plan de financement de ce qui reste à payer ou attestation du notaire;	
	<u>HEBERGE (e) chez un tiers</u>	* Attestation d'hébergement; * CNI ou Titre de séjour de l'hébergeur;	
	<u>HEBERGE (e) En structure d'hébergement logement-foyer</u>	* Attestation de la structure d'hébergement ou du gestionnaire du logement-foyer;	
	<u>DOMICILIE (e) ou SANS DOMICILE</u>	* Attestation de domiciliation de l'organisme valide OU attestation d'un travailleur social ou d'une association;	
Situation Professionnelle et Ressources : <i>pour chacune des personnes du foyer</i>	<u>SANS EMPLOI</u>	<u>SI INDEMNISATION RSA</u> * Attestation de la CAF ou de la CMSA à jour; <u>SI INDEMNISATION POLE EMPLOI</u> * Notification ARE ou ASS Pole Emploi; * Attestation paiement Pôle Emploi;	
	<u>PRESTATIONS SOCIALES ET FAMILIALES (Hors AAH et RSA)</u>	<u>SI allocations familiales, prestation d'accueil du jeune enfant, complément familial, allocation de soutien familial, prime d'activités ... :</u> * attestation de la CAF ou de la CMSA à jour;	
	<u>ETUDIANT</u>	* carte étudiant;	
	<u>BOURSIER</u>	* avis d'attribution de bourse;	
	<u>SI MALADIE</u>	* Indemnités journalières : bulletin de la sécurité sociale ;	
	<u>NON SALARIE</u>	* Dernier bilan ou attestation du comptable de l'entreprise évaluant le salaire mensuel perçu ou tout document comptable habituellement fourni à l'administration ;	
	<u>SALARIE CDD / CDI ou APPRENTISSAGE</u>	* Copie contrat OU attestation employeur; * 3 dernières fiches de paie;	
	<u>INTERIM</u>	* Récapitulatif ou contrats de mission sur ces 12 derniers mois; * 12 dernières fiches de paie;	
	<u>HANDICAPÉ ou INVALIDITÉ ou RETRAITE (e)</u>	* Notification d'ouverture de droits MDPH; * Attestation CAF à jour pour AAH; * Notification CPAM pension invalidité OU retraite; * Attestation paiement CPAM pension invalidité OU Retraite; * Notification complémentaire OU Réversion; * Attestation paiement complémentaire OU réversion;	
	<u>ENTREPRENEUR ou AUTO ENTREPRENEUR</u>	* Attestation URSAFF OU Avis SIRENE Attestation récente (moins de trois mois) de versement de cotisations et de fourniture de déclarations, établie par l'URSSAF * Attestation de versement de cotisations et de fourniture URSSAF OU déclarations trimestrielles de l'année en cours du chiffre d'affaires tamponnées par le RSI, * attestations fiscales année N-1 et N-2	
	<u>Pensions alimentaires reçues</u>	* Extrait de jugement ou autre document démontrant la perception de la pension ;	

	Situation	pièces justificatives	à fournir
Impôts :	<u>du demandeur</u>	* AVIS D'IMPOSITION 2017 sur revenus 2016 + justificatif de l'adresse figurant sur l'Avis si différent adresse actuelle; (SI hébergé voir justificatifs mentionnés en rubrique DOMICILE ACTUEL sous rubrique HEBERGE / SI Locataire une quittance de loyer de la période / SI propriétaire Une taxe foncière de la période)	
	<u>du cotitulaire</u>		
<i>Si ces documents n'ont pas été émis par l'État français, ils doivent être traduits en français et les revenus doivent être convertis en euros.</i>	<u>autres personnes appelées à vivre dans le logement</u>	* AVIS D'IMPOSITION 2016 sur revenus 2015 + justificatif de l'adresse figurant sur l'Avis si différent adresse actuelle; (SI hébergé voir justificatifs mentionnés en rubrique DOMICILE ACTUEL sous rubrique HEBERGE / SI Locataire une quittance de loyer de la période / SI propriétaire Une taxe foncière de la période)	
Motif particulier	<u>Sans logement :</u>	* Attestation d'un travailleur social, d'une association ou certificat de domiciliation ou autre document démontrant l'absence de logement ;	
	<u>Logement non décent :</u>	* Document établi par un service public, un travailleur social, un professionnel du bâtiment ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, copie du jugement d'un tribunal statuant sur l'indécence du logement, d'une attestation de la Caf ou de la CMSA ou autre document démontrant l'indécence du logement ;	
	<u>Logement insalubre :</u>	* Document établi par un service public, un travailleur social, un professionnel du bâtiment ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, jugement du tribunal, attestation de la Caf ou de la CMSA, copie d'une décision de l'administration (mise en demeure, arrêté préfectoral ou municipal d'insalubrité réparable ou irrémédiable ou de péril, ou de fermeture administrative s'il s'agit d'un hôtel meublé) ou autre document démontrant l'insalubrité ou la dangerosité du logement ou de l'immeuble ;	
	<u>Local impropre à l'habitation :</u>	* Document établi par un service public, un travailleur social, un professionnel du bâtiment ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, jugement du tribunal, arrêté préfectoral de mise en demeure de faire cesser l'occupation des lieux ou autre document démontrant le caractère impropre à l'habitation ;	
	<u>Logement repris ou mis en vente par son propriétaire</u>	* Lettre de congé du propriétaire ou jugement prononçant la résiliation du bail ;	
	<u>Procédure d'expulsion :</u>	* Commandement de payer ou assignation à comparaître ou jugement prononçant l'expulsion ou commandement de quitter les lieux ;	
	<u>Violences familiales :</u>	* Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales ou dépôt de plainte ;	
	<u>Coût du logement trop élevé :</u>	* Quittance ou autre document démontrant les dépenses affectées au logement ;	
	<u>Accédant à la propriété en difficulté :</u>	* Plan d'apurement de la dette ; démarches en cours attestées par un travailleur social ou une association ou autre document démontrant les difficultés ;	
	<u>Handicap :</u>	* Carte d'invalidité ou décision d'une commission administrative compétente (commission départementale de l'éducation spéciale, commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) ou d'un organisme de sécurité sociale ;	
	<u>Raisons de santé :</u>	* Certificat médical ;	
	<u>Divorce, séparation :</u>	* jugement de divorce ou séparation ou déclaration de rupture de Pacs, ordonnance de non-conciliation ou convention homologuée en cas de divorce par consentement mutuel ou ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales ou autorisation de résidence séparée ;	
	<u>Regroupement ou réunification familial :</u>	* Attestation de dépôt de demande ;	
	<u>Assistant maternel ou familial :</u>	* Agrément ;	
<u>Mutation professionnelle :</u>	* Attestation de l'employeur actuel ou futur ;		
<u>Rapprochement du lieu de travail :</u>	* Document justifiant de la localisation de l'emploi actuel ou futur.		